

DECENTRALISATION ET DYNAMIQUES DES ACTEURS LOCAUX : LE CAS DES CDQ (COMITE DE DEVELOPPEMENT DE QUARTIER) DE LA COMMUNE V DU DISTRICT DE BAMAKO.

Abdramane Sadio SOUMARE

IUDT Institut Universitaire de Développement Territorial

abdramanesoumare@yahoo.fr

soumareabdramanesadio@gmail.com

Mamadou KOUMARE

Université des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako (USSGB)

koumaresdses@hotmail.fr

RESUME

La décentralisation s'inscrit dans le processus de démocratisation enclenché au Mali depuis les événements du 26 mars 1991. Ce processus vise à encourager la participation active de l'ensemble des acteurs locaux (société civile, institutions,...) au développement de tous les niveaux des collectivités à favoriser l'expression plurielle, le dialogue social et la consultation locale dans le montage et la mise en œuvre des projets de développement. Dans cette optique, la commune V du District de Bamako a besoin de cadre de concertation pour l'accompagner dans la mise en œuvre de ses programmes de développement socio-économique et culturel.

L'objectif principal de ce projet de recherche est d'analyser les changements sociopolitiques et les recompositions territoriales intervenus dans la commune V suite à la mise en œuvre des dynamiques de quartiers.

Une approche globale, combinant différentes techniques (entretien direct, semi direct) de la méthode qualitative a été adoptée afin de recueillir, analyser et interpréter les données de terrain. Les résultats auxquels nous sommes parvenus sont: l'esprit de la dynamique de quartier est connu de l'institution municipale et par les habitants de la commune V du District de Bamako, les services techniques étatiques concernés et les cadres de concertation eux-mêmes etc. Aussi de nombreuses actions majeures sont visibles.

MOTS CLES

Commune V du District de Bamako, Décentralisation, Dynamique de quartier, Développement local, Participation.

ABSTRACT

Decentralization is part of the process of democratization launched in Mali since the events of March 26, 1991. This process aims to encourage the active participation of all local actors (civil society, institutions, ...) in the development of all levels. communities to promote plural expression, social dialogue and local consultation in the setting up and implementation of development projects. With this in mind, the commune V of the District of Bamako needs a framework of consultation to accompany it in the implementation of its programs of socio-economic and cultural development.

The main objective of this research project is to analyze the socio-political changes and the territorial recompositions that took place in commune V following the implementation of neighborhood dynamics.

A global approach, combining different techniques (direct, semi-direct) of the qualitative method was adopted to collect, analyze and interpret the field data. The results we have achieved are: the spirit of neighborhood dynamics is known to the municipal institution and by the inhabitants of commune V of the District of Bamako, the relevant state technical services and the consultation frameworks themselves etc. . Also many major actions are visible.

KEYWORDS

Commune V of Bamako District, Decentralization, Neighborhood Dynamics, Local Development, Participation etc.

INTRODUCTION

Dans le cadre de la mise en œuvre du processus de décentralisation au Mali, les collectivités territoriales en général et les communes en particulier, rencontrent des difficultés multiples et diverses pour accomplir elles seules l'action politique locale dans l'optique de promouvoir le développement des communautés à la base. Du fait de ces difficultés, les communes ont besoin de la participation de tous les acteurs urbains notamment les acteurs locaux regroupés au sein des institutions locales appelées cadre de concertation, dynamique de quartier ou démocratie locale. Le contexte favorable de la démocratie et de la décentralisation y aidant, la puissance publique ne peut plus elle seule décider du programme de développement en lieu et place des populations.

Dans cette posture, quels peuvent être les apports des dynamiques de quartier au développement de la commune dans l'optique de promouvoir le développement local ?

La décentralisation qui est toujours en chantier au Mali, ne peut pas atteindre sa vitesse

de croisière, sans l'implication des acteurs locaux. Pour ce faire les travaux de (B. Pecqueur, 1994) (Ibidem, 2000) ; ceux de (C. Chaline, 1993), abordent suffisamment les rôles des acteurs locaux en matière de développement local et territorial surtout dans le cadre d'une part de l'accès des populations à la base aux services sociaux de base. Et d'autre part aux services en réseaux. Les politiques de développement économique régional et local, relèvent généralement de l'Etat central. Mais une autre voie est possible en laissant aux collectivités territoriales et aux organisations du milieu la maîtrise des politiques de développement régional, local (M. Polèse et ali, 2015) Depuis plus de deux décennies, la référence au développement local tend à s'imposer dans les discours des politiques économiques et sociales (V. Angeon, J.M. Callois, 2005). Présenté comme un mode de développement alternatif, il traduit la volonté d'augmenter l'efficacité des politiques publiques en les rapprochant des agents concernés, principalement les acteurs locaux. Cette pratique a trouvé un écho favorable dans les territoires appelés à axer leurs stratégies de développement sur la mise en valeur de ressources locales et à s'appuyer sur des démarches volontaristes et endogènes. A ce titre, en ce qui concerne le cas particulier du Mali et plus singulièrement la Commune V du district de Bamako, cette approche participative des acteurs locaux comme stratégie de développement territorial non seulement est basée sur le bénévolat mais ne bénéficie pas des appuis qu'il faut de la part de l'Etat central ni des collectivités territoriales décentralisées elles mêmes. Ce faisant, malgré ces difficultés, ce sont des organisations communautaires qui constituent des « chevilles ouvrières » pour les autres partenaires (acteurs corporatistes, acteurs étatiques, légitimités traditionnelles, les coopérations internationales, les populations à la base). Compte tenu de leur proximité avec les populations, ces acteurs locaux sont des outils efficaces pour la mise en œuvre des actions de développement local. En effet les Comités de développement de quartier (CDQ), ou cadre de concertation, ou démocratie de proximité, sont des instruments des Mairies. Ils sont mis sur pied, à travers un arrêté municipal qui désigne leur mode d'élection, leur mandat, leurs missions. Donc ce sont des bras armés de la municipalité, une sorte de société civile mais sans statut particulier.

Pour autant malgré leur nécessité sur le terrain pour l'opérationnalisation de l'action publique locale, les cadres de concertation sont butés à des nombreux problèmes qui freinent le fonctionnement correct de cette démarche territoriale et non sectorielle. Nous citons entre autres le problème de motivation des membres de ces organisations, problème de la mobilisation des ressources financières dans le but de financer leurs projets de développement et la reconnaissance de leur existence formelle par les pouvoirs publics. Les travaux sur le développement local identifient les dynamiques sociales comme vecteurs d'évolution des territoires. Le constat établi est que la qualité des partenariats locaux conditionne la capacité des acteurs locaux à s'entendre et à s'organiser, bref, à coordonner leurs actions de développement local pour atteindre des objectifs de long terme. On souligne ainsi le poids des expériences d'apprentissage

collectif et de coopération dans le développement des territoires (X. Greffe, 2002). C'est pour cette raison que l'interaction entre les acteurs, est la voie à préconiser et à intensifier pour que le concept de développement local puisse mieux escompter les attentes des populations mais aussi des pouvoirs publics. Les acteurs locaux des dynamiques de quartier, ont fédéré leurs actions au sein d'une coordination appelée : Coordination Régionale des Comités de Développement des Quartiers du District de Bamako (CRCDQDB). Pour ce faire, à travers cette organisation, ils ont donné une nouvelle impulsion au développement local dans le district de Bamako. A ce sujet cette coordination est chargée de démarcher la puissance publique et les coopérations internationales dans le cadre de la mobilisation des ressources afin de les mettre à la disposition des autres comités de développement de quartiers, des secteurs et des rues. L'appréhension des propriétés du lien social (nature, qualité et densité des relations) se rattache aux questions de coordination (V. Angeon, J.M. Callois, 2005, Ibidem). L'examen de ces propriétés amène, en effet, à considérer l'existence de relations de solidarité, de confiance, de proximité entre les agents.

Cette manière d'aborder la coordination locale trouve ses fondements théoriques, à la fois, dans les approches du capital social (Coleman, 1988 ; Putnam, 1993) et de l'économie de proximités (Bellet et al. 1993 ; Bellet et al. 1998 ; Gilly et Torre, 2000, Pecqueur et Zimmerman, 2004). Ce faisant depuis la décennie 1960, le développement local apparaît comme une démarche novatrice de développement. Sa transcription dans les pratiques concrètes de développement passe par son inscription territoriale.

Le développement local puisque c'est ça qu'il s'agit dans cette recherche est axé sur deux approches théoriques : le capital social (ci-dessus cité) et l'économie de proximités.

Le capital social se définit comme l'ensemble des normes et des réseaux qui facilitent l'action collective (Woolcok et Narayan, 2000). L'économie de proximités (Bellet et al. 1993 ; Bellet et al. 1998 ; Gilly et Torre 2000 ; Pecqueur et Zimmerman 2004) analyse les processus d'interaction entre les agents. Dans le cas que nous allons étudier (la Commune V), l'objectif du programme (PDSU) était d'améliorer les conditions de vie des populations des quartiers à travers la promotion de la démocratie de proximité et d'une citoyenneté active fondées sur la participation et la responsabilisation des acteurs autour de projets fédérateurs (finalité et objectif spécifique du PDSU).

Selon Jean-Michel Bourreau, ce processus traduit une certaine évolution de la démocratie en Afrique. Il vise également à donner aux initiatives locales, un environnement institutionnel permettant de les valider et de pérenniser ainsi une dynamique de développement « local », qui redonne aux acteurs leurs véritables places et responsabilités dans la prise en charge de leur propre avenir.

Pour y voir plus clair, les questions ci-après requièrent des réponses susceptibles d'éclairer la lanterne sur quelle manière cette dynamique des acteurs locaux de la

Commune V du District de Bamako a été effectuée.

En quoi consiste la dynamique de quartiers pour l'Institution municipale et pour les habitants de la commune ?

Quelles ont été les actions majeures de ces cadres de concertation pendant la mise en œuvre du programme ?

Autant de questions dont cette étude se fixe comme objectifs et d'en trouver les réponses.

Ce sujet a comme objectif principal de mettre en évidence les changements sociopolitiques et les recompositions territoriales intervenus dans la commune V suite à la mise en œuvre des dynamiques de quartiers

Une hypothèse principale a prévalu pour cette étude de recherche : la mise en œuvre de la dynamique de quartiers dans la commune V entraîne des changements sociopolitiques, économiques et des recompositions territoriales.

Après une présentation des matériels et méthodes, nous allons montrer ce que c'est la dynamique de quartiers pour l'Institution municipale et pour les habitants de la Commune V. Nous allons mettre l'accent sur les actions majeures des cadres de concertation,. L'article se termine par une discussion et une conclusion qui portent sur l'analyse et la synthèse des éléments présentés.

1. MATERIELS ET METHODES

Elle est basée sur la présentation des matériels et de la méthode

1.1. MATERIELS

1.1.1. PRESENTATION DE LA ZONE D'ETUDE

La zone d'étude se situe à Bamako, la capitale du Mali et précisément à la rive droite, la Commune V qui constitue une zone de forte concentration de population avec 8 quartiers au total. Elle se situe alors entre « 8° 02'40 » et « 7° 57'20 » de longitude Ouest et entre « 12°32'00 » et « 12°37'20 » de latitude Nord.

Elle est limitée:

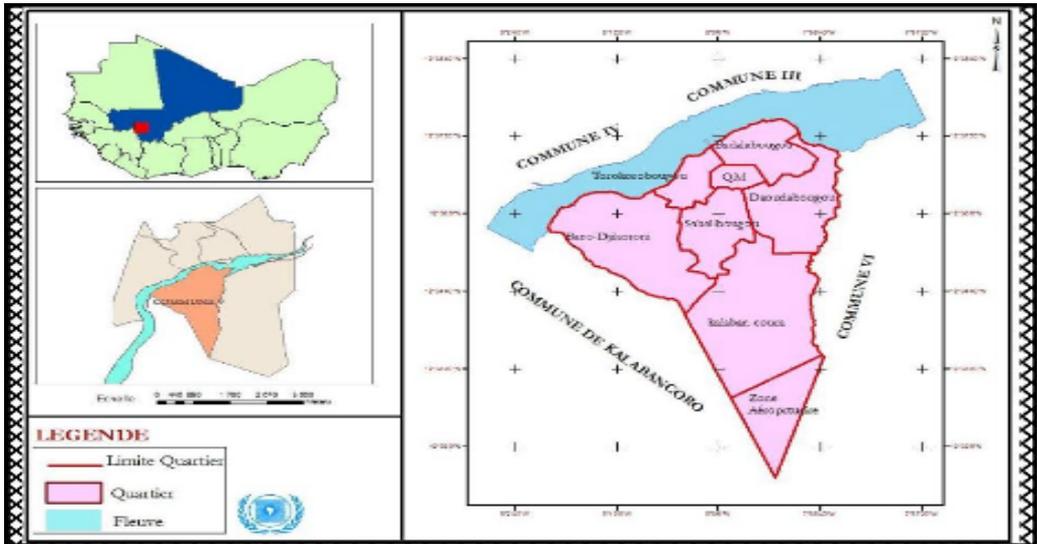
- Au Nord par le Fleuve Niger ;
- Au sud par la zone aéroportuaire et de la commune rurale de kalaban coro. A l'Est par la commune VI et le fleuve Niger ;
- Et à l'ouest et au sud - ouest par la commune rurale de Kalanban coro

Elle couvre une superficie de 41 km² et compte officiellement : 413 266 habitants 12,6

% de la population totale du District de Bamako (RGPH 2009-INSTAT).

Le relief est caractérisé par des plateaux et des collines de type granitique avec un sol accidenté de type latéritique.

Le climat est de type soudanien. Il est caractérisé par 3 saisons : une saison froide de 3 mois (décembre à février), une saison chaude de 3 mois (mars à mai) et une saison pluvieuse de 4 mois (juin à septembre).



1.2. METHODES

Les différentes étapes de notre démarche méthodologique ont été les suivantes :

1.2.1. LA RECHERCHE DOCUMENTAIRE

La recherche documentaire fut l'un des piliers de notre approche. Elle a consisté à collecter les informations utiles à la vérification de nos hypothèses. Pour ce faire des ouvrages relatifs au développement local et territorial à la dynamique de quartier, à la gouvernance et à la décentralisation ont été consultés. Des articles scientifiques, les thèses en rapport avec le sujet de recherche, ont été exploités, afin de mieux construire notre objet d'étude.

Sachant que la recherche documentaire, à elle seule, reste toujours insuffisante pour faire un travail de recherche, nous avons orienté une bonne partie de nos efforts sur les enquêtes de terrain (entretiens approfondis et observations) pour non seulement compléter, mais aussi varier nos sources d'informations.

1.2.2. LES ENQUETES DE TERRAIN

Elles se sont déroulées à travers trois étapes fondamentales, à savoir :

- la définition de l'aire d'étude et le choix des sites d'enquête ;
- la constitution du corpus ou population cible ;
- le choix et l'élaboration des outils d'enquête et la collecte des données.

1.2.2.1. LE CHOIX DES SITES D'ENQUETE ET DES ECHANTILLONS

La Commune V du District de Bamako est constituée de sept quartiers administratifs selon son Plan d'Urbanisme Sectoriel (PUS) datant de septembre 2008: Badalabougou-Sema, Torokorobougou, Quartier Mali, Sabalibougou, Kalabancoura, Daoudabougou, Bakodjikoroni. Dans le cadre de la collecte des données, en collaboration avec le Service du Développement Communautaire (SDC) de la Mairie de la Commune V, nous avons échantillonné quatre quartiers de la dite collectivité afin de mener les enquêtes qualitatives avec les comités de développement de quartier et les comités de développement des rues. Il s'agit de Badalabougou-Sema, de Daoudabougou, de Sabalibougou et de Kalabancoura. Ces choix se justifient par le fait que c'est dans ces quartiers que les renouvellements des membres des comités des rues et des quartiers, ont été effectués.

1.2.3. LA POPULATION CIBLE

- les acteurs Etatiques (Services techniques et Institution Municipale).
- les membres des Dynamiques de Quartier (Comité de développement de Quartier et comité de Développement de Rues).
- les acteurs corporatistes (Bureau d'Etudes, GIE, et ONG).

1.2.4. LES OUTILS DE COLLECTE ET LA COLLECTE DES DONNEES

Nous avons choisi l'entretien qui nous a paru, la technique la plus adéquate de collecte de données pour cette étude.

Ce choix a permis, à l'aide des guides d'entretiens préalablement élaborés, d'accéder à des discours modaux¹ où nos interlocuteurs véhiculent sous diverses formes : sentiments personnels, opinions personnelles, comportements et expériences propres, récits de vie pratiques, etc. sur la dynamique des quartiers et les rôles prépondérants qu'ils assurent dans le cadre d'interface entre l'Institution municipale et les populations à la base.

¹ Selon Blancher A., 2006, un discours modal est un discours qui traduit l'opinion personnelle de l'enquêté

L'élaboration de ces guides a été faite sous forme de thèmes (des thèmes relatifs aux questions de recherche ou aux hypothèses de recherche.).

Les différents thèmes d'entretien n'ont pas été imposés aux sujets mais abordés de manière différentielle quant à leur formulation et à leur succession. Aussi, tous les thèmes ont été abordés de façon approfondie à travers des questions de relances.

Les thèmes abordés sont :

- les connaissances ou les perceptions de la dynamique de quartiers par les différents acteurs concernés.
- les actions majeures réalisées par ces cadres de concertation.

1.2.4.1. LA COLLECTE DES DONNEES

La collecte des données a été effectuée selon des étapes suivantes :

1.2.4.1.1. L'ELABORATION DES GUIDES D'ENTRETIEN POUR LA COLLECTE DE DONNÉES

Dans le cadre de la collecte de données au niveau des différents quartiers de la commune V, nous avons élaboré, quatre guides d'entretien respectivement à l'endroit :

- des membres du conseil communal,
- des responsables des services techniques de la mairie,
- des chefs de quartier et leurs conseillers,
- des membres des Comités de Développement de Quartier (CDQ),

1.2.4.1.2. COLLECTE DES DONNEES AUPRES DE LA MAIRIE ET DES ACTEURS CONCERNES DANS LES DIFFERENTS QUARTIERS DE LA COMMUNE V

Cette activité a consisté dans un premier temps à faire le suivi des lettres que nous avons introduites auprès du secrétariat général de la mairie de la commune V pour informer les différents acteurs de l'arrivée de l'équipe dans la commune.

Dans un deuxième temps, à défaut d'établir un vrai agenda de rencontre, nous avons rencontré les acteurs en fonction de leur disponibilité. Aussi, vu qu'il n'était pas possible de les rencontrer individuellement, notamment les membres des CDQ, nous les avons rencontrés en groupe pour des entretiens collectifs.

Les acteurs suivants ont pu être rencontrés :

- le secrétaire général de la mairie de la commune V ;
- le chef du service de développement communautaire de la mairie de la commune

V ;

- le coordinateur du bureau de coordination des CDQ de la commune V ;
- le chef de quartier et les membres des CDQ de SEMA 1 ;
- les membres des CDQ de Sabalibougou ;
- les membres des CDQ de Daoudabougou ;
- le Maire de la commune V.
- les membres des CDQ de Kalaban coura,
- les membres du bureau communal de la commune V,
- les responsables des services techniques de la mairie.
- les citoyens bénéficiaires.

1.2.5. L'OBSERVATION ET LA PHOTOGRAPHIE

Enfin l'observation puis la photographie ont été utilisées plus tard afin de focaliser les lieux qui ont beaucoup bénéficié des actions des dynamiques de quartier. En ce qui concerne l'observation, une grille d'observations fut élaborée à partir des hypothèses afin de mieux appréhender, mieux décrire les transformations sociales et spatiales intervenues dans la commune V suite aux rôles joués par tous les acteurs.

1.4.6. TRAITEMENT ET ANALYSE DES DONNEES

Les données qualitatives que nous avons collectées sur le terrain ont fait l'objet d'un traitement rigoureux. D'abord, tous les entretiens ont été écrits directement. Nous avons également procédé à un toilettage des entretiens par une relecture minutieuse en écartant les informations inutiles et superflues. En fonction de nos objectifs, nous avons catégorisé nos informations en plusieurs sous-thèmes. Le contenu de chaque entretien fut analysé afin de dégager des idées relatives à ces catégories.

Ce qui nous amène par la suite à rapprocher, rassembler et placer dans les différents sous- thèmes, toutes les idées qui sont de même nature et qui se recoupent. L'objectif est de rendre plus communicatif nos entretiens qui, pris individuellement, ne répondent pas tous à nos questions. A ce titre selon René L'écuyer² cité par (F. Délpeteau, 2013³) il s'agit de faire l'analyse du contenu latent ou manifeste du document.

2 L'écuyer, R. « L'analyse de contenu : notion et étapes », p 53

3 A noter que, de par sa nature, l'analyse du contenu latent est souvent plus difficile que l'analyse du contenu manifeste. En principe cette analyse devrait être faite par des chercheurs expérimentés.

2. RESULTATS

Les données collectées lors de nos enquêtes qualitatives, sont analysées, commentées et expliquées conformément aux thématiques abordées dans nos guides.

2.1. CONNAISSANCES OU PERCEPTION DE LA DYNAMIQUE DE QUARTIERS (COMITE DE DEVELOPPEMENT DE QUARTIER OU CDQ)

La connaissance ou la perception de la dynamique de quartier a été abordée par tous les acteurs auxquels nous avons soumis notre guide.

2.1.1. PERCEPTION PAR L'INSTITUTION MUNICIPALE

Pour les élus, les cadres de concertation constituent l'interface entre la population et la collectivité territoriale. Selon le Maire de la Commune V : « la population se retrouve aux CDQ, car ils émanent d'elle, ce sont des fils du terroir ». Ils jouent des rôles incommensurables dont ceux de mobilisateurs sociaux dans le cadre des travaux communautaires, d'identification des besoins de développement local de leur territoire. Le territoire par définition étant selon Claude Raffestin : « la somme des espaces vécus communs (interrelations qui s'y nouent, les valeurs psychologiques qui sont projetées et perçues). Il fait référence à trois grandes dimensions : physique (les limites géographiques), idéale ou affective (identification à cet espace), politico-organisationnelle et artérielle (les différents acteurs qui interviennent). ». L'institution municipale reconnaît leur valeur, c'est pourquoi dans le cadre de la coopération décentralisée, la Commune V n'a pas hésité à accepter le dispositif d'appui technique, matériel et financier de Grand Paris Sud dans le cadre de la redynamisation des démocraties de proximité. En effet avec Grand Paris Sud pour mettre l'emphase sur la perception et la connaissance de la dynamique de quartier par les populations à la base, le découpage territorial a été plus poussé entraînant du coup une recomposition territoriale plus profonde avec l'apparition des nouvelles échelles territoriales : les comités de développement de rue (CDR). L'esprit de ce nouveau découpage territorial est que chaque concession s'ouvre sur une rue. A cet effet les membres actifs de chaque concession riveraine de la rue auront volontairement ou involontairement, un esprit de conscience citoyenne et de solidarité pour l'entretien, la préservation de la rue.

2.1.2. PERCEPTION DE LA DYNAMIQUE DE QUARTIERS PAR LES MEMBRES DES CDQ

Selon les acteurs des cadres de concertation, leur perception ou connaissance sur la dynamique de quartiers, c'est assuré le développement local au niveau de leur terroir à travers l'éducation, la santé, l'assainissement. Cependant compte tenu de leur leadership

au sein de leur communauté, ils interviennent dans les cas sociaux (litiges fonciers, problèmes de voisinage...). En cas de vol et de viol de la part des fils du terroir, ils sont aussi sollicités pour calmer les choses avant qu'on amène l'affaire au niveau des autorités officielles compétentes en la matière.

A Daoudabougou par exemple, bien avant l'avènement de la dynamique de quartier, il y'avait des comités de vigilance, des plateformes qui jouaient les mêmes rôles que le CDQ de leur quartier est entrain de faire en ce moment.

Ils assurent aussi le recensement des enfants non scolarisables pour les mettre à la disposition des ONG et des services techniques de l'Etat qui vont les former dans le cadre des programmes spéciaux.

Le CDQ de Sabalibougou et de Badalabougou Sema, ont aussi abondé dans le même sens en affirmant que leur perception de la dynamique de quartier, c'est appuyé l'Institution municipale dans le domaine de l'éducation, la santé.

L'appui qu'ils accordent tous à la Mairie dans le cadre du recouvrement de la TDRL (Taxe de Développement Régional et Local), a été évoqué par tous les CDQ comme étant, un maillon important de leur connaissance et de leur perception de la dynamique des acteurs locaux.

Le curage des caniveaux, trouver des solutions aux eaux usées et de ruissellement qui envahissent et dégradent leur cadre de vie, sensibilisation et information de leur population, constituent aussi des trames importantes de leur utilité, de leur existence et de leur avènement, en tant que des « instruments, des bras », des dispositifs d'appui technique pour les chefs de quartier et la collectivité territoriale. En ce qui les concerne, le CDQ de Kalabancoura-Garantiguibougou, les CDQ constituent une impérieuse nécessité pour la puissance publique (Etat et collectivités territoriale) et pour les légitimités traditionnelles (les chefs de quartiers et conseillers) dans l'optique de la mise en œuvre du développement local. A ce titre les démocraties de proximité, constituent des courroies de transmission, le cordon ombilical entre les communautés à la base et les décideurs publics.

2.1.3 PERCEPTION DE LA DYNAMIQUE DE QUARTIER PAR LES LEGITIMITES TRADITIONNELLES (CHEFS DE QUARTIERS ET CONSEILLERS)

Sans leurs collaborateurs directs qui sont les cadres de concertation, les chefferies traditionnelles auront du mal à mettre en œuvre l'action publique locale. En effet comme pour l'Institution municipale, les structures de concertation, constituent aussi des « instruments de travail » pour les chefs de quartier. Ils les sollicitent pour la mise en œuvre de plusieurs tâches communautaires (mobilisation sociale, travaux communautaires, information et sensibilisation des populations etc.). Dans leur interaction, chaque fois que les pouvoirs publics font recours aux chefs de quartier de

la Commune V, pour une sollicitude quelconque, sans atermolement, eux aussi sont obligés de se rabattre sur ces organisations.

2.1.4 PERCEPTION DE LA DYNAMIQUE DE QUARTIER PAR LES ONG ET LES SERVICES ETATIQUES

Pour ces structures de développement que sont les ONG et les services techniques de l'Etat, les cadres de concertation constituent des partenaires indispensables pour la mise en œuvre de l'action publique locale visant l'épanouissement des populations à la base dans tous les domaines : santé, éducation, amélioration du cadre de vie, sécurité... etc.

Tableau 1 : les types de perceptions des acteurs à l'endroit des dynamiques de quartier

Types d'acteurs	Les perceptions et connaissance sur les dynamiques de quartier en matière de développement local
Légitimité traditionnelle	Collaborateurs directs, acteurs incontournables
Institution municipale	Instruments de travail, interface entre la population à la base et l'Institution
Acteurs corporatistes	Collaborateurs directs pour la mise en œuvre des actions de développement (santé, éducation, assainissements)
Services techniques de l'Etat	Artisans de mise en œuvre de l'action publique

Sources : données de terrain, février 2017

2.2 LES ACTIONS OU REALISATIONS MAJEURES DES DYNAMIQUES DE QUARTIER

De leur mise en place jusqu'à nos jours, les CDQ de la Commune V avec lesquels nous avons eu des entretiens dans le cadre des focus groupes, ont raconté les actions majeures qu'ils ont eues à mettre en œuvre.

Aussi l'Institution municipale en partenariat avec le SDC (Service de Développement Communautaire), relevant d'elle et le Grand Paris Sud, ont fait cas des actions significatives qu'ils ont eues à exécuter.

2.2.1 LES ACTIONS MAJEURES MENEES PAR LES CADRES DE CONCERTATION

Selon le CDQ de Daoudabougou, les actions d'assainissement caractérisées essentiellement par le curage des caniveaux, le balaye des espaces publics (rues, marchés, la mairie et autres lieux publics), non seulement ont permis en un premier temps leur reconnaissance, leur perception par les populations de leur commune. En

un second temps, l'assainissement fut l'action majeure de leur cadre de concertation qui leur permet de se mettre en relief et de prouver à l'Institution municipale dont ils sont les « bras », l'instrument de travail, pour le compte du Service de développement communautaire (SDC) qui les anime à travers le suivi, l'évaluation et les renforcements de capacité. Les actions d'assainissements menées dans leurs quartiers respectifs, ont été des tremplins pour qu'ils prouvent au Grand Paris Sud (les bailleurs de fonds de la nouvelle dynamique de quartier à travers la nouvelle reconfiguration ou recomposition territoriale), qu'ils sont utiles, incontournables à leur communauté en matière de développement local.

La population, n'ayant pas confiance à la municipalité en matière de paiement des impôts et taxes, ça revenait aux membres de la dynamique d'assurer ces recouvrements. Par ailleurs avec l'avènement du PDSU, le quartier a bénéficié d'un ouvrage d'art : un pont construit sur le marigot « Sogoninko ».

Pour sa part, le CDQ de Sabalibougou évoque comme actions majeures de leur mandat, plusieurs tâches qu'il a accomplies :

Ainsi en prélude au sommet Afrique-France, le CDQ a été impliqué dans les opérations de déguerpissements et de démolitions dans le but de sensibiliser les populations qui occupent illégalement les lieux censés être débarrassés de leurs occupants illégaux..

Nous avons joué des rôles très importants en matière d'accès aux services sociaux de base de notre communauté :

- la Santé : dans ce domaine, nous avons appuyé les CSCOM et les CSREF en matière de vaccination des enfants d'une part et d'autre part à sensibiliser nos populations dans la prévention contre le paludisme et autres fléaux liés à l'hygiène et à l'assainissement.
- l'Education : nous appuyons le CAP et les ONG en matière de recensement des enfants déscolarisés afin de les récupérer et les former dans d'autres métiers pour les reverser dans le circuit de la production.
- la Sécurité : nous sommes sollicités pour assurer la quiétude chez nos populations. En effet quand certains fils du quartier s'égarent en tombant dans la délinquance (vol, viol), nous intervenons pour venir à leurs secours avant qu'ils ne soient interpellés par les autorités publiques.
- l'Aménagement urbain : avec l'appui du partenaire Grand Paris Sud, nous avons réalisé des pavages de certaines rues. A Sabalibougou, ce sont des nombreux canaux dé fortunes d'évacuations des eaux usées réalisés par les populations qui existent et qui attirent l'attention d'un visiteur qui n'est pas habitué à voir ces spectacles désolants.



Photo 1 : une canalisation dé fortune à Sabalibougou

Source : cliché de l'équipe de recherche, février 2017

Cette image illustre à bien des égards la nécessité de l'aménagement des rues dans ce quartier. En effet ce quartier avait bénéficié dans le cadre du programme spécial « Sauvons Notre Quartier », (SNQ), initié par le Gouvernorat du district de Bamako et appuyé par la Banque Mondiale dans les années 1996, des opérations urbaines de redressement, de réhabilitation. Cependant cette opération de grande envergure spatiale, n'étant pas allée jusqu'au bout, a laissé des actions inachevées, notamment l'amélioration du cadre de vie à travers la réalisation des ouvrages d'assainissements. Par conséquent, c'est à juste titre que le CDQ de ce quartier afin de réussir le pari de son ancrage comme étant une véritable institution du développement local, a fait comme « cheval de bataille » le pavage des rues avec des matériaux recyclés et la réalisation de 140 puisards. Bien sûr ces actions ont été effectuées grâce au partenariat entre la dynamique de quartier, la Mairie et Grand Paris Sud.

La vaccination des chiens a été aussi une tâche pour ce CDQ en collaboration avec un service d'élevage.

Ce faisant dans le cadre de la mise en œuvre du PDSU, le CDQ de Sabalibougou a bénéficié de beaucoup d'infrastructures : dépotoir de transit, clôture du CSCOM etc.

Le CDQ de Kalabancoura-Guarantiguibougou, en ce qui le concerne a aussi en collaboration avec l'institution municipale et le PDSU, construit des salles à l'intérieur d'une des écoles de Kalabancoura.

Les photos de certaines réalisations des CDQ et leurs partenaires (PDSU), sont situées en annexe.

Graphique 1 : Récapitulatif des actions majeures réalisées par les cadres de concertation des quartiers de la Commune V de Bamako.

Source : données de terrain, février 2017.

Ce graphique met en relief que c'est la dynamique de quartier de Sabalibougou qui a eu la chance de bénéficier et de faire beaucoup de réalisations. Cela prouve que son cadre de concertation est très dynamique d'une part. Et d'autre part le quartier étant très dépourvu en services sociaux de base à cause de son caractère de « spontané », a bénéficié pour ce faire de l'appui des pouvoirs publics. Cependant les quartiers comme : Quartier-Mali, Torokorobougou et Bacodjicoroni, étant des quartiers très structurés et très équipés en services sociaux de base n'ont pas bénéficié d'infrastructures urbaines dans le cadre de la dynamique de quartier.

3 DISCUSSION DES RESULTATS

Les analyses présentées dans cette recherche ont ainsi contribué à mettre en évidence que la dynamique des acteurs locaux est une impérieuse nécessité pour asseoir un véritable ancrage de la décentralisation et de la culture du développement local.

Nos résultats ont montré que les acteurs locaux auprès desquels nous avons collecté nos données, ont une perspective large de perceptions de la dynamique locale des quartiers. Aussi ils nous ont permis de mettre en évidence que des équipements collectifs ont pu être réalisés grâce au programme de développement social et urbain (PDSU), la coopération décentralisée de Grand Paris Sud et la Collectivité territoriale elle-même.

La perception de la dynamique de quartier

Nos résultats ont permis de mettre en évidence que la dynamique de quartier dans la commune V du District de Bamako a entraîné une nouvelle réorganisation de l'espace à partir des rues. La mise en place de ces nouvelles organisations sociales au niveau de cette échelle géographique, est une nouveauté au Mali.

« Plus qu'un système productif territorialisé, un territoire en développement est une stratégie collective qui anticipe les problèmes et secrète les solutions correspondantes » (Greffé (X.), 2002, p.97). Ces propos sont aussi tenus par le Maire de la Commune V du District de Bamako : « En effet les membres actifs de chaque concession riveraine de la rue auront volontairement ou involontairement, un esprit de conscience citoyenne et de solidarité pour l'entretien, la préservation de la rue et l'épanouissement socioéconomique de leurs citoyens ».

Cette approche spatiale pour faire le développement local, doit être reproduite au niveau de toutes les communes du Mali. Ce concept induisant une synergie d'action

entre plusieurs acteurs (légitimités traditionnelles, services techniques étatiques, ONG et coopérations internationales), est une stratégie territoriale sûre pour que les citoyens à la base voient le changement spatial. Cela est confirmé par les travaux du Groupe de travail du développement local du Canada en (avril 2002), qui trouve que : « Le développement local est un processus grâce auquel la communauté participe au façonnement de son propre environnement dans le but d'améliorer la qualité de vie de ses résidents ». Cette perception de la dynamique de quartier a mis en relief qu'il faut une interaction entre acteurs du processus afin de mieux prévaloir le développement local. A ce sujet, les travaux de ces auteurs abondent dans ce même sens : Les théories du capital social lient la performance économique à l'état des relations sociales et au cadre institutionnel (Putnam, 1993, 1995 ; Knack et Keefer, 1997 ; Krishna, 2001). Dans la même perspective, l'économie de proximité explique le développement territorial par les dynamiques de proximité. Il faut entendre par là les interactions entre agents et le rôle des institutions formelles et informelles (Zimmermann et al. 1998).

Les actions majeures des dynamiques de quartier

Nos résultats nous ont permis de voir que le développement social des populations à la base passe obligatoirement par la réalisation de nombreux services urbains (les services sociaux de base et les services en réseau). Ainsi cette étude sur le développement local en Commune V a montré que les référentiels de l'action publique locale constituent essentiellement ce que les organisations communautaires (les CDQ) et les légitimités traditionnelles mènent à longueur de journée comme réalisations physiques pour l'épanouissement de leurs populations. Ces structures redéfinissent l'architecture institutionnelle en adoptant des procédures de mise en accord des acteurs. Cet état de fait est corroboré dans les travaux de (J.L Guigou, 1983) : « Le développement local est l'expression de la solidarité locale créatrice de nouvelles relations sociales et manifeste la volonté des habitants d'une microrégion de valoriser les richesses locales, ce qui est créateur de développement économique. »

CONCLUSION

L'étude a mis en évidence que les différents acteurs que nous avons rencontrés au cours de la collecte des données, ont des perceptions différentes les unes des autres par rapport à la dynamique de quartier ou des acteurs locaux. Cependant toutes ces perceptions s'orientent vers un idéal, le développement social des populations à la base.

C'est à juste raison que les réalisations majeures de ce développement local en Commune V du District de Bamako, sont majoritairement accès au développement social des communautés : les services sociaux de base (centres de santé communautaire, écoles de base, dépotoir de transit etc.) et les services en réseaux (caniveaux, fosses septiques et

autres ouvrages d'assainissements).

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

BELLET MAURICE., GABRIEL. COLLETIS ET PHIM DAHN Y. LUNG, (1993), «*Economie des proximités*», Revue d'Economie Régionale et Urbaine, numéro spécial n°3, ADICUEER pp 357-606.

BELLET MAURICE., TIERRY. KIRAT et CHRISTINE. LARGERON, (1998), *Approches multifformes de la proximité*, Eds. Hermès. Paris. 343pp.

CHALINE CLAUDE. *Les stratégies de développement économique local : le cas des villes britanniques* In Les stratégies économiques communales en Ile-de-France, Cahiers du CREPIF n° 45, décembre 1993, pp 67-71.

COLEMAN JAMES.SAMUEL., (1988), "Social capital in the creation of human capital", American journal of sociology, vol. 94, pp. S95-S120.

GILLY JEAN.-PIERRE. et ANDRE TORRE, (2000), *Dynamiques de proximité*, Paris, Ed. L'Harmattan. Coll. Emploi, industrie et territoire, 301p

GREFFE XAVIER., 2002, *Le développement local*, éd. de l'Aube, coll. Bibliothèque territoires, 198p.

KNACK STEPHEN. et PHILIP. KEEFER, (1997), "Does Social Capital Have an Economic Payoff? A Cross-Country Investigation", Quarterly Journal of Economics, 112 (4), pp. 1251-1288.

KRISHNA ANIRUDH., (2000), "Creating and harnessing social capital", in P. Dasgupta et I. Serageldin (eds.), Social Capital: A Multifaceted Perspective, World Bank, Washington DC., pp. 71-93.

KRISHNA ANIRUDH., (2001), "Moving from the Stock of Social Capital to the Flow of Benefits: The Role of Agency", World Development, 29(6), pp. 925-943.

MARIO POLESE, RICHARD SHEARMUR LAURENT TERRAL, *Economie urbaine et régionale, Géographie économique et dynamique des territoires* 4^{ème} Edition, 2015, Economica.

PECQUEUR BERNARD 1994, *Le développement local*, Paris : Syros, coll. Alternatives, 140p.

PECQUEUR BERNARD (2000). *Le développement local pour une économie des territoires* 2^{ème} édition. Paris : Syros, 132 pages.

PEEMANS JEAN.-PHILIPPE. (dir.), 2008, « *Territoire, développement et mondialisation. Points de vue du sud* », éd. Sylepse, coll. Alternative sud, 199p.

PUTNAM ROBERT., (1995), “*Tuning in, tuning out: the strange disappearance of social capital in America*”, Political Science and Politics, December, pp. 664-683.

VALERIE ANGEON et JEAN-MARC CALLOIS, *Fondements théoriques du développement local quels apports du capital social et de l'économie de proximité ?* 2005.

WOOLCOK MICHAEL. et Deepa. Narayan, (2000), “Social capital: implication for development theory, research and policy”, The World Bank Research Observer, 15(2), pp. 225-49.

WOOLCOK MICHAEL., (2001), «La place du capital social dans la compréhension des résultats sociaux et économiques», DRHC/OCDE.

ZIMMERMANN JEAN-BENOIT., (1998) «Nomadisme et ancrage territorial: propositions méthodologiques pour l'analyse des relations firmesterritoires», Revue d'Economie Régionale et Urbaine, 2.